APPT asbl
11 C, Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Téléphone : (+352) 26.38.99.29
www.transparency.lu
info@transparency.lu

The press review

1-15 February 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

Luxemburger Wort

Avant la COP22

A quoi sert la Bourse de Luxembourg

Veröffentlicht am Dienstag, 2. Februar 2016 um 06:00

Par Pierre Sorlut et Thierry Labro (infographie)

La semaine passée, les membres du conseil de direction de la Bourse de Luxembourg se rencontraient, comme de coutume, pour faire le point sur l'année écoulée, mais aussi dessiner les perspectives pour ces prochains mois. Des objectifs ont donc été définis. Il s'agira dans un premier temps de continuer à travailler au corps les autorités chinoises pour les convaincre de l'opportunité de coter la dette de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (l'AIIB a été inaugurée le mois dernier en présence du ministre Pierre Gramegna), lorsque celle-ci arrivera sur le marché des capitaux quelque part en 2016.

Il conviendra ensuite de bâtir avec le gouvernement un plan d'action visant à faire du Grand-Duché (via sa Bourse) l'un des maillons du financement climatique international. Le sujet sera notamment évoqué lors du prochain sommet y afférent à Marrakech en novembre, la COP22. La direction cherche à explorer des voies innovantes. Elle l'a toujours fait.

Comme un pied de nez à l'histoire (voir chronologie), la première séance sur la Bourse de Luxembourg s'est tenue en mai 1929, quelques mois avant le premier krach financier. Depuis, la plateforme d'échange de titres a connu un développement des plus atypiques. Devant initialement permettre le financement des entreprises locales, elle a su, concomitamment à la désuétude de la fonction, se trouver d'autres relais de croissance, au point de devenir un pilier de la place financière luxembourgeoise, «sa clé de voûte» même, selon les termes de l'économiste belge Bruno Colmant, ancien président de la Bourse de Bruxelles (2007-2009) et administrateur de Brederode, société cotée au Grand-Duché. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard de trouver l'Etat, la BCEE et la BIL parmi ses principaux actionnaires.

Selon son principe fondamental, la Bourse constitue le lieu de rencontre entre un projet (une société) et ceux qui, en en acquérant une part représentative (une action), espéreront un retour sur investissement. Mais

cette fonction de financement s'est considérablement réduite à travers les âges pour devenir l'objet du lieu de la spéculation. De surcroît au Luxembourg où le marché n'a pas la taille critique pour lever les fonds suffisants. Après les retraits de groupes luxembourgeois emblématiques, tels l'assureur Foyer ou la société de participations BIP, seules 28 sociétés y sont cotées et bénéficient d'un passeport luxembourgeois. Parmi les principales capitalisations de la cote (et loin devant les autres) figurent les fleurons Arcelor Mittal, RTL Group et SES. Mais celles-ci sont échangées sur d'autres Bourses, à New York, Paris ou encore Bruxelles.

Les réglementations financières (la directive Mifid notamment) contraignent les banques et autres gestionnaires pour le compte de l'investisseur à choisir la plateforme la plus liquide. Les salles de marché ont, elles, disparu. Wall Street a su garder un certain folklore, mais courtiers et agents de change prenant les ordres à la criée ont déserté les Bourses. Tout s'opère maintenant par informatique. «Si nous nous limitions à cette activité de cotation d'actions, nous serions occupés une demi-heure par jour», témoigne le directeur général Robert Scharfe.

Interview avec Robert Scharfe, CEO de la Bourse de Luxembourg.
Christophe Olinger

Or la Bourse employait fin 2014 (derniers chiffres officiels) 154 personnes et générait un chiffre d'affaires de 40,7 millions d'euros. Sur ce montant, 27 millions provenaient de la cotation. Mais d'obligations principalement, donc des titres de dette (pas du capital). Deux tiers des 40.000 lignes de cotations de l'institution représentent des obligations. Durant la seule année

2015, les employés de la Bourse en ont émis 10.991, soit une cinquantaine par jour (sur base de 220 jours ouvrés)!

Cette activité remonte aux années 1960 quand l'institution a été la première dans le monde à coter de la dette (Autostrade) libellée dans une monnaie étrangère. Il s'agissait là du premier emprunt par-delà les frontières avec un émetteur italien, une monnaie en dollars, un contrat de droit anglais et une cotation au Luxembourg. Ce qui peut paraître évident aujourd'hui l'était moins à l'époque. Car depuis, comme le relève Bruno Colmant, s'est développé un écosystème d'avocats, d'auditeurs, de gestionnaires de fonds dont les services sont vantés à l'international. Y coter une obligation présente bien d'autres intérêts que ceux purement fiscaux. Passer par la Bourse de Luxembourg permet d'alimenter le marché en informations. «Nous assurons cette transparence», témoigne Robert Scharfe.

Pas que des avantages fiscaux

De fait, même si leurs obligations n'y sont pas «tradées» (le jargon pour échanger), les heureux émetteurs bénéficient de la possibilité de les utiliser comme collatéral auprès de la BCE. De même, ces titres de dettes peuvent intégrer les quotas de produits cotés auxquels les fonds d'investissement régulés doivent se plier. Une industrie florissante qui a poussé autour de la Bourse. «Il s'agit là d'une mécanique très, très bien huilée servie par une manutention expérimentée», résume Bruno Colmant avec le lexique adéquat... avant de suggérer quelques segments de marchés à explorer: les sociétés financées via le «crowdfunding» (financement particpatif) et le capital-risque.

Commentaire

Janvier 2014. La Bourse de Luxembourg s'installe dans son nouveau siège à l'entrée du centre-ville par sa façade ouest. Baptisé Aurora, il devient le symbole d'un nouveau commencement, d'une nouvelle lumière jaillissant sur l'institution. L'événement n'est pas anodin. Il s'agit même d'un investissement. Les charges locatives s'élèvent à deux millions d'euros par an, soit 5 % du chiffre d'affaires. Autrefois recluse dans un sombre patio du centre-ville, la voilà exposée en plein jour et à même de recevoir les huiles du monde financier. L'ambition est légitime pour cet outil majeur de la Place, symbole de son caractère novateur. Elle a récemment coté des instruments destinés aux nouveaux marchés porteurs (Dim Sum et Masala Bonds, puis Sukuk). Un gage de reconnaissance.

PRIVATE BANK GROUP
04 février 2016 09:00

La banque privée a toute sa place au Luxembourg

LUXEMBOURG - La fin du secret bancaire n'est pas la fin de la banque privée au Luxembourg.

Pierre Etienne est le président du Private Bank Group, Luxembourg.

«Banquiers privés, êtes-vous prêts pour la prochaine perturbation?». Le Private Bank Group, Luxembourg (PBGL) organisait mercredi, chez KPMG, une conférence sur les changements technologiques qui s'annoncent. Non pas une évolution, mais bel et bien une nouvelle révolution!

«La banque privée est un secteur sans arrêt en mutation. Il faut se préparer à des changements profonds au plan technologique alors que nous avons su gérer les

changements liés à la transparence fiscale», dit Pierre Etienne, président du PBGL.

«Même s'il y avait des craintes, la fin du secret bancaire n'a pas entraîné la fin de la banque privée au Luxembourg. Au contraire!», dit-il. La clientèle est devenue plus internationale, plus exigeante.

«C'est la vision et la stabilité du pays qui lui donnent envie de venir. Nous avons tout pour être le hub européen en termes de banque privée et de fonds 'investissement», dit celui qui est également administrateur délégué de Pictet & Cie (Europe) SA.

L'avenir de la banque privée au Luxembourg est donc très optimiste, ce qui est aussi l'avis du ministre des Finances. «Que de chemin parcouru depuis 2013 où le Luxembourg figurait sur une liste noire de l'OCDE... Notre image a bien changé et notre réputation ne souffre plus autant, même si tout n'est pas encore parfait», a expliqué Pierre Gramegna.

Mis en place avec l'apport du Luxembourg, notamment pendant les six mois de présidence, les nouveaux standards de transparence ont changé la donne. La place financière va bien. 2015 aura été une très bonne année.

«Mais les mutations sont perpétuelles. KYC Utilities, Robot adviser, Blockchain, ce n'est pas de la science-fiction, mais les clés de demain pour l'industrie financière et pour le Luxembourg», a dit le ministre, répétant qu'il serait un partenaire à l'écoute.

(Denis Berche/*L'essentiel*)

Luxemburger Wort

Tax avoidance

How Ikea avoided paying one billion euros in taxes via Luxembourg

Updated on Monday, 15 February, 2016 at 08:10

A study published this Friday reveals the magnitude of Ikeas's tax avoidance. Photo:Gerry Huberty

It is common knowledge that Ikea has been exploring complex tax mechanisms and constructs in order to transfer its profit in different European countries. After the unravelling of the **LuxLeaks** scandal in November 2014, the French paper "Le Monde" called Sweden's well-known furniture manufacturer the **"world champion of tax optimisation"**.

A study published this Friday now reveals the magnitude of the tax practice. Appointed by the Greens in the European parliament, the American researcher Marc Auerbach discovered that Ikea has saved up to one billion euros of taxes in the EU between 2009 and 2014. "Ikea is an example of a company that used a **particularly aggressive strategy for its tax avoidance scheme**", the researcher told the Luxemburger Wort in an interview. His report also shows how a company is able to use loopholes within the EU in order to pay as little tax as possible.

A holding in Belair

Ikea's company structure is far from being transparent and even this newest report has not been able to pinpoint every single detail. Even the European Parliament still has trouble in getting it all straight. When MPs of the special "Tax" committee

questioned the CEOs of some of the world's biggest companies, Ikea's chief financial officer revealed that there is actually a second company called **Inter Ikea**.

The mother company of this "second" Ikea has its **headquarters in a small street in Belair**. This Luxembourg Holding was created in 1992 and is the key to the tax avoidance scheme put in place by Ikea's founder Ingvar Kamprad.

And this is how it works: Every single Ikea store in the world - there are 328 in total - has to pay three percent on every "Billy" shelf sold or "Köttbullar" meatball. You wonder why? Inter Ikea owns the brand and the concept behind the various stors.

This is why the licence fees (royalties) of every store are to be paid to the Dutch subsidiary of the Luxembourg Holding Inter Ikea Systems. The amount of three percent may seem small at first but has totalled 13,6 billion euros between 1991 and 2014.

Today these licence fees amount to a total of one billion euros each year. This monetary flow represented near to one fourth of the company's net income between 2009 and 2014.

Contacted by the Luxemburger Wort an Ikea spokesperson said: “We have not yet seen the report and can therefore not comment on details. But from what we have understood, based on the questions from the media, there seems to be some misunderstandings leading to incorrect conclusions.”

Luxemburger Wort

In Brasilien

Neymar erneut angeklagt

Veröffentlicht am Dienstag, 2. Februar 2016 um 22:04

Neymar sorgt nicht nur auf dem Platz für Schlagzeilen.
Foto: AFP

(sid) - Der juristische Ärger für Brasiliens Ausnahmespieler Neymar reißt nicht ab. Am Dienstag wurde der 23 Jahre alte Stürmer des FC Barcelona in seiner Heimat wegen Steuerhinterziehung und Urkundenfälschung in einem Zeitraum von sieben Jahren angeklagt. Erst in der Vorwoche war der Champions-League-Sieger wegen eines Steuervergehens aus den Jahren 2007 und 2008 zu einer Strafe in Höhe von umgerechnet 110 000 Euro verurteilt worden.

Ein Berufungsgericht hatte das ursprüngliche Urteil zugunsten der brasilianischen Finanzbehörden bestätigt. Die brasilianische Staatsanwaltschaft wirft Neymar, der am Freitag 24 Jahre alt wird, nunmehr vor, die Vergehen von 2006 bis zu seinem Wechsel zu den Katalanen im Jahr 2013 begangen zu haben.

Am Dienstag vor Gericht in Madrid

Rund um den Transfer stehen weiterhin Betrugsvorwürfe im Raum, zu denen Neymar am Dienstag vor dem nationalen Staatsgerichtshof Spaniens in Madrid aussagte. Mit schwarzem Jackett, weißem Hemd und Sonnenbrille bekleidet kam er am Nachmittag vor dem Gericht in Spaniens Hauptstadt an. Nach anderthalb Stunden verließ er das Gebäude ohne Kommentar, ließ sich aber mit zahlreichen jungen Fans auf Selfies ablichten.

Neymar war in Begleitung seines Vaters, der wegen der Ungereimtheiten rund um den Transfer 2013 vom FC Santos/Brasilien nach Barcelona ebenfalls als Zeuge aussagte. Club-Präsident Josep Maria Bartomeu und sein Vorgänger Sandro Rosell verweigerten ihre Aussagen.

Unterschiedliche Angaben zur Ablösesumme

"Barça" hatte damals zunächst angegeben, 57,1 Millionen Euro Ablöse bezahlt zu haben, musste aber scheibchenweise eingestehen, dass sich die tatsächlichen Kosten für den Torjäger auf mindestens 83,3 Millionen Euro belaufen hatten.

Der Strafantrag war vom brasilianischen Investitionsfonds DIS gestellt worden. Der Fonds hielt nach eigenen Angaben 40 Prozent der Anteile an Neymar und wirft den Beteiligten Betrug und Korruption vor. Nach Anhörung aller Zeugenaussagen wird der Richter entscheiden, ob der Fall weiter verfolgt und Anklage erhoben wird.

Der FC Santos fühle sich ebenfalls betrogen, sagte Club-Vertreterin Fatima Cristina Bonassa laut Quellen der Nachrichtenagentur AFP dem Richter bei ihrer Aussage am Dienstag. Neymar sei bei der Vertragsunterschrift volljährig gewesen und habe gewusst, was genau er unterzeichne.

http://www.lemonde.fr

Le ministre de l'économie ukrainien démissionne, dénonçant le blocage des réformes

Le Monde.fr avec AFP | 03.02.2016 à 13h31

Le ministre de l'économie ukrainien, Aïvaras Abromavicius, a annoncé sa démission, mercredi 3 février, dénonçant le blocage des réformes dans le pays, en proie à une grave crise économique et à une corruption endémique.

« Ce n'est pas seulement un manque de soutien ou de volonté politique. Ce sont des mesures actives visant à paralyser notre travail de réformes », a argué le ministre, qui dit notamment avoir subi des tentatives d'imposer des personnes*« douteuses »* dans son équipe et à des postes clés dans des entreprises publiques. Il a dénoncé mercredi *« une tentative claire d'établir un contrôle sur les flux financiers, en premier au sein de Naftogaz, ainsi que dans l'industrie de la défense »*.

« Je refuse de travailler dans un tel système (...). Mon équipe et moi ne sommes pas prêts à couvrir le retour d'anciens schémas, et la création de nouveaux, allant dans les intérêts de certains hommes politiques et hommes d'affaires. »

En poste depuis décembre 2014, M. Abromavicius, un Lituanien de 40 ans, ancien cadre dirigeant d'un fonds suédois, avait immédiatement promis d'utiliser les *« méthodes les plus radicales »* pour mettre en œuvre des réformes économiques. Il était considéré comme un homme clé dans l'application des réformes promises par le président pro-occidental Petro Porochenko, avec la ministre des finances d'origine américaine, Natalie Jaresko.

Réagissant à cette annonce, l'ambassadeur des Etats-Unis à Kiev, Geoffrey Pyatt, a qualifié M. Abromavicius d'un *« des grands champions ukrainiens des réformes »*.

08 février 2016 15:46

Coe tente de regagner la confiance du public

Le président de la Fédération internationale d'athlétisme a admis lundi qu'il serait long de regagner la confiance du public après les scandales de dopage et de corruption.

Sebastian Coe, en visite à Tokyo en sa qualité de président de l'Association olympique britannique (BOA), s'est engagé à «créer une plateforme propre pour des athlètes propres». «Je suis sûr que les changements que je suis en train d'engager seront en place d'ici la fin de l'année». Depuis qu'il a succédé au Sénégalais Lamine Diack en août à la tête de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), Sebastian Coe a vécu un mandat particulièrement mouvementé, avec notamment la suspension de la Fédération russe d'athlétisme sur fond de scandale de dopage organisé en Russie, et, pour corser le tout, des pots-de-vin extorqués aux athlètes russes par le clan Diack père et fils en échange de la non révélation de contrôles antidopage positifs.

«Comme je l'ai déjà dit, la longueur du chemin du retour à la confiance est incertaine mais nous devons faire des changements», a-t-il ajouté. «Nous devons faire avancer les réformes pour lesquelles on m'a donné le feu vert lors de la précédente réunion de notre conseil. J'en rendrai compte au cours de notre prochain conseil dans quelques semaines mais, oui, ces réformes sont très, très importantes».

«Nous devons ramener le débat sur le terrain de l'intégrité et de la confiance», a déclaré devant la presse cet ancien membre du Parlement britannique, après avoir signé un accord pour l'utilisation par les athlètes de son pays d'installations à Yokohama et Kawasaki pour les Jeux olympiques de Tokyo 2020.

08 février 2016 10:38

L'ex-ministre français Cahuzac devant ses juges

Le procès de Jérôme Cahuzac risque d'être reporté dès son ouverture. (Photo: AFP/Martin Bureau)

Jérôme Cahuzac, ancien pilier du gouvernement français devenu un paria, fait face lundi à la justice pour un compte caché à l'étranger, un délit pouvant le conduire en prison.

«Le procès d'un énorme mensonge», du «Pinocchio de Bercy», où siège le ministère français de l'Économie et des Finances: les médias français multiplient les références à un «comportement caricatural» - le fameux "Faites ce que je dis mais pas ce que je fais".

Trois ans après sa chute et le scandale qui avait ébranlé la présidence socialiste de François Hollande, l'ancien ministre, 63 ans, pourrait échapper temporairement à l'opprobre publique: sa défense entend contester d'emblée le cumul de sanctions

pénales et fiscales. Si le Conseil constitutionnel en est saisi, le procès sera reporté de plusieurs mois. Le procès est prévu pour durer jusqu'au 18 février.

Roman de gare

Lorsqu'il est mis en cause fin 2012, le chevalier blanc de la lutte contre la fraude fiscale commence par tout nier. «Les yeux dans les yeux» des médias, des députés, du président. Mais les preuves s'accumulent et il passe finalement aux aveux. Acculé à la démission en mars 2013, Jérôme Cahuzac a renoncé à tous ses mandats et quitté la politique. «Brisé» selon ses proches, ses confidences sont rares, mais le déni n'est jamais loin.

«J'ai construit ma vie politique de façon scrupuleusement honnête», affirmait-il en 2014, mais accepter de devenir ministre a été «l'erreur de ma vie». L'ex-responsable est jugé avec son épouse Patricia Ménard, dont il est séparé, un banquier suisse, François Reyl, et un avocat basé à Dubai, Philippe Houman. Il risque une peine allant jusqu'à sept ans de prison et deux millions d'euros d'amende.

L'argent dissimulé au fisc par Jérôme Cahuzac provenait d'une clinique spécialisée dans les implants capillaires, que ce chirurgien de formation tenait avec sa femme, mais aussi de revenus tirés d'activités de conseil auprès de laboratoires pharmaceutiques. Aidés de François Reyl et de Philippe Houman, les époux se sont livrés, entre 1992 et 2013, à des manœuvres dont le récit, tel qu'il est fait par les enquêteurs, oscille entre roman de gare et manuel de délinquance financière internationale.

(*L'essentiel*/AFP)

Luxemburger Wort

Football

Bail hearing set for FIFA corruption scandal suspect

Published on Wednesday, 10 February, 2016 at 10:57

(AFP) **A US judge has scheduled a bail hearing for Wednesday for the only FIFA corruption scandal suspect still in custody in the US.**

Judge Robert Levy will preside over the hearing for Eduardo Li, a Costa Rican, in a courthouse in Brooklyn, according to the judge's official agenda.

Li, 57, is the former president of the Costa Rican Football Federation. He asked last week to be released on five million USD bail, 300,000 USD of it payable in cash.

Li was one of seven top football officials arrested in a raid on a Zurich luxury hotel in May. That kicked off an unprecedented crisis at FIFA, world football's governing body.

Li's arrest came two days before he was to have been elected to the FIFA executive committee in representation of CONCACAF, football's governing body in North and Central America as well as the Caribbean.

Switzerland extradited Li to the United States in December to face charges that include fraud and money laundering. Li says he is innocent.

After Honduran Alfredo Hawit, the suspended president of CONCACAF, was moved to house arrest last week, Li is the only suspect left behind bars in the United States.

The spiraling scandal at world football's governing body FIFA has led to the suspension of its president Sepp Blatter from any activity related to football.

REUTERS

Wed Feb 10, 2016 10:43pm GMT

Bad publicity leads Nestle to end IAAF partnership

A Nestle logo is pictured on sample products on display at the company headquarters in Vevey February 19, 2015. REUTERS/DENIS BALIBOUSE

Swiss food giant Nestle will end its partnership with the International Association of Athletics Federations because of scandal surrounding the sport, the company said on Wednesday.

The IAAF is in turmoil following widespread allegations of corruption and bribery.

"This decision was taken in light of negative publicity associated with allegations of corruption and doping in sport made against the IAAF," Nestle said in a statement.

"We believe this could negatively impact our reputation and image and will therefore terminate our existing agreement with the IAAF, established in 2012."

Nestle had a partnership with the IAAF Kids Athletics programme.

"The IAAF is in discussion with Nestle concerning the final year of its five-year partnership with IAAF Kids' Athletics," the IAAF said in a statement.

"This has been a successful programme with 15 million kids aged 7 to 12 years in 76 countries taking part in fun team activities which promotes a healthy, active life style."

An independent commission of the World Anti-Doping Agency has stated in a report that "corruption was embedded" at the organisation.

The report said that a clique run by former IAAF president Lamine Diack covered up organised doping and blackmailed athletes while senior officials looked the other way.

Diack is under formal investigation in France on suspicion of corruption and money-laundering linked to concealing positive drug tests, in concert with Russian officials.

Sebastian Coe, the British former 1,500 metres Olympic champion, took over as IAAF President last year with the aim of cleaning up the organisation, but the loss of the Nestle partnership is another major blow.

"Angered and dismayed by today's kids' athletics announcement. We will not accept it. It's the kids who will suffer," Coe said.

German sportswear company Adidas AG will also end its sponsorship deal with the IAAF almost four years early, the BBC reported last month.

(Reporting by Joshua Franklin and Ed Osmond,; Editing by Dominic Evans, Larry King)